



Selma Labib

Porte-parole du Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires (NPA-R)
BP 10147
75562 PARIS Cedex

Monsieur Philippe Juvin
Député des Hauts-de-Seine
Rapporteur général – Commission des Finances
126, Rue de l'Université
75355 Paris 07 SP

Paris, le 19 octobre 2026

Monsieur le Rapporteur général,

Je vous remercie pour votre courrier du 31 août dernier alertant sur la charge de la dette et interrogeant les candidats à l'élection présidentielle de 2027 sur les réformes budgétaires envisagées et les moyens d'atteindre les objectifs annoncés.

Tout d'abord, faisons les constats.

Nous nous retrouvons sur un point : les 78 milliards d'euros versés en charge de la dette sont absolument insupportables. Il s'agit désormais du premier poste de dépense de l'État. Ces 78 milliards sont distribués chaque année à des financiers qui ne contribuent en rien à la richesse du pays et seraient mieux utilisés pour l'école, la santé ou la transition écologique.

Depuis de nombreuses décennies, la dette sert de prétexte aux coupes budgétaires et aux nombreuses attaques contre les retraites, les allocations chômage, les minima sociaux, les aides au logement et les services publics. Malgré cela, elle continue de gonfler. Car la dette publique constitue une rente pour la bourgeoisie, dont les titres servent par ailleurs de garanties dans les opérations financières. Le capitalisme ne pourrait fonctionner sans dette publique. Si bien qu'aucun gouvernement n'a jamais eu réellement l'intention de s'y attaquer. Ceux qui prétendent la réduire par leurs politiques antisociales se sont toujours arrangés pour que les économies réalisées sur le dos des classes populaires retombent dans la poche des grandes entreprises et des plus riches.

Chaque nouvelle baisse des dépenses utiles à la société est systématiquement annulée soit par de nouvelles dépenses dont l'objectif est toujours plus répressif et désastreux pour l'avenir de l'humanité (police, justice, armée), soit par des baisses d'impôts qui profitent essentiellement aux plus riches et aux grandes entreprises. Le budget de l'État est devenu un « mille-feuille » de mesures d'allègements de cotisations sociales, de subventions, de crédits d'impôt et autres aides aux entreprises, pour un montant annuel estimé entre 211 et 270 milliards d'euros.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en est l'exemple le plus flagrant, avec un coût de 20 milliards d'euros par an, pérennisé depuis en allègement de cotisations sociales. L'estimation la plus optimiste des effets sur l'emploi de cette mesure est de 400 000 emplois créés, soit un coût supérieur à 50 000 euros par emploi, qui auraient pu être utilisés pour les embauches nécessaires dans les services publics. Les allègements de cotisations sur les salaires inférieurs à 1,6 smic représentent pour leur part un manque à gagner de près de 40 milliards d'euros pour l'État. À elles seules, ces deux mesures représentent presque autant que le budget de l'enseignement scolaire.

Les dépenses publiques sont toujours mises en accusation par les gouvernants. Mais il est faux que ces dépenses explosent. En 2025, elles ont représenté 57,3 % du PIB, soit à peine 1,2 point de PIB de plus qu'il y a trente ans. En réalité, les dépenses rapportées au PIB baissent de manière régulière sous les coups des attaques contre les services publics, les pensions et les aides sociales.

En revanche, elles ont bondi à deux reprises au cours des trente dernières années : lors de la crise des subprimes de 2008-2009 et avec le « quoi qu'il en coûte » de 2020. Ces années-là, les dépenses publiques sont passées de 54,3 % du PIB en 2008 à 58,0 % en 2009, puis de 55,3 % du PIB en 2019 à 61,7 % en 2020. À chaque fois, les gouvernements ont su trouver un « argent magique » pour voler au secours des profits des grandes entreprises, des banques et de la finance, en rachetant les actifs dépréciés, en versant moult subventions et allègements fiscaux ou en payant les salaires et cotisations sociales à leur place.

Le discours général porté par les gouvernants est qu'il n'y a plus d'argent. Pourtant, les valeurs créées n'ont jamais été aussi importantes. Le PIB par habitant progresse d'année en année. Dans cette accumulation capitaliste, les seuls qui n'ont plus vraiment d'argent sont les classes populaires, dont le pouvoir d'achat s'effondre. Un exemple : l'Insee titrait en septembre dernier que le logement pèse moins sur les ménages aujourd'hui qu'il y a dix ans, sous l'effet essentiellement de la suppression de la taxe d'habitation. Mais pour les 25 % des ménages les plus modestes, l'effort pour se loger a augmenté sous le poids des baisses des aides au logement. Ces baisses cumulées leur coûtent 3 % de pouvoir d'achat chaque année.

Aujourd'hui, les salaires ne permettent plus de vivre, souvent même quand il y en a deux dans le ménage. Cela ne fait que s'aggraver : depuis 2019, les salaires réels sont en baisse sous les assauts des hausses de prix. Pour la deuxième année consécutive, le pouvoir d'achat réel est aussi en baisse. Et il s'agit là de moyennes, qui cachent la dégradation avancée que vivent les classes populaires. Du côté des classes populaires, c'est vrai, il n'y a plus d'argent.

À l'inverse, les dividendes versés par les grandes entreprises battent chaque année leur précédent record. La France est la championne européenne des dividendes : 61 milliards au deuxième trimestre 2026. La hausse des prix du carburant, qui pressurise les travailleurs et les travailleuses, file directement dans les poches des actionnaires de TotalEnergies. Les conséquences de décennies d'offensive patronale et gouvernementale contre les classes laborieuses se font sentir de manière criante. Les inégalités atteignent des niveaux historiquement élevés et les familles populaires sont à bout. La colère qui s'exprime aujourd'hui sous l'impulsion des lycéennes et lycéens révoltés par leurs conditions d'étude est plus que légitime : elle est salutaire.

Face à ces constats, nos objectifs face à la dette ne peuvent être que de faire payer ses responsables :

- annulation de la dette pour mettre fin à la rente des financiers ;
- socialisation des banques et institutions financières, pour reprendre la main sur le financement de l'économie et des services publics ;
- socialisation des grandes entreprises, sans indemnité ni rachat, pour reprendre en main la production et l'orienter vers la résolution des besoins de l'humanité et des impératifs environnementaux plutôt que de servir les profits ;
- suppression des allègements de cotisations sociales et autres niches fiscales et sociales pour les entreprises et les grandes fortunes ;
- contrôle des capitaux pour mettre fin à l'évasion et l'optimisation fiscale ;
- suppression de la TVA et des taxes sur les carburants, remplacées par un impôt fortement progressif sur les revenus et les bénéfices des grandes entreprises.

La transformation de l'argent public en fortunes privées doit cesser immédiatement.

J'ai conscience qu'une telle politique ne sera pas mise en œuvre dans le cadre des institutions actuelles, ni à travers une nouvelle république qui les réformerait en surface sans changer les rapports de pouvoir réels qui échappent aux organismes élus.

Elle sera l'œuvre des travailleurs et travailleuses eux-mêmes, aux côtés des chômeurs, retraités et de la jeunesse révoltée. Elle ne pourra être imposée que par nos luttes collectives et notre organisation pour un contrôle démocratique de la production et de l'économie dans son ensemble.

J'espère que ces considérations contribueront efficacement aux travaux de la commission des Finances.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Rapporteur général, l'expression de mes salutations distinguées.

Selma Labib

*Porte-parole du NPA-Révolutionnaires
Candidate à l'élection présidentielle 2027*

A handwritten signature in black ink, reading 'Selma Labib' in a cursive script.